

# LA LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

**Octobre 2012**

## CONJONCTURE EN GUADELOUPE AU 1<sup>e</sup> SEMESTRE 2012

### PROPOS INTRODUCTIFS

Nous vous présentons l'état de l'économie guadeloupéenne à la fin du mois de juin 2012. Ce premier état sera suivi au mois de janvier par un état de la situation économique au 2<sup>e</sup> semestre 2012 et au mois de juin 2013 au plus tard par le bilan économique et social de la Guadeloupe pour 2012 .

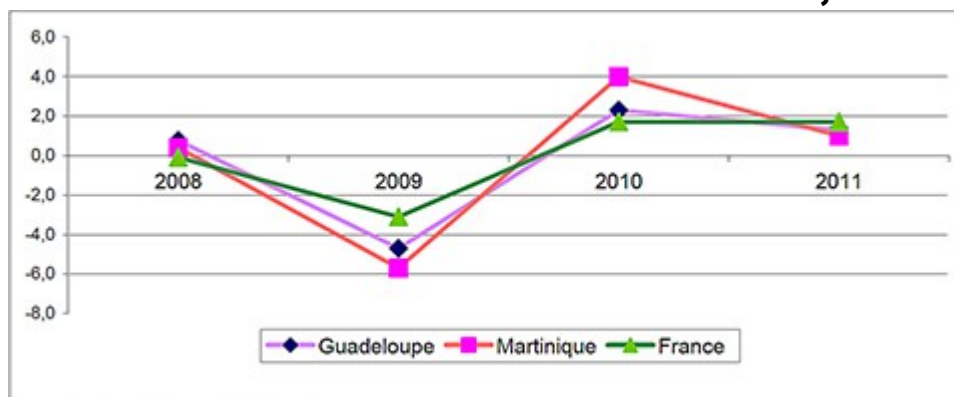
Nous rappelons que selon des données fournies par l'administration française, la comptabilité nationale de la Guadeloupe pour les années 2010 et 2011 était la suivante :

### Principaux agrégats et leur évolution en millions d'euros courants

	2010	2011	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut	7 683	7 910	1,3	1,6	3,0
Consommation des ménages	4 952	5 126	0,9	2,6	3,5
Consommation des adm.	3 266	3 362	1,0	1,9	2,9
Investissement	1 424	1 476	1,2	2,4	3,7
Imports de biens et services	2 554	2 664	1,8	2,5	4,4
Exports de biens et services	798	889	5,9	5,2	11,4

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

## Taux de croissance du Pib en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

## ESSOUFLEMENT DE L'ÉCONOMIE GUADELOUPÉENNE CONFIRMÉ

L'économie de la Guadeloupe a continué à faire du surplace au premier trimestre 2012 en raison à la fois de l'essoufflement du modèle économique colonial départemental et les nombreux dysfonctionnements de l'économie mondiale .

Depuis le milieu de l'année 2011, la croissance mondiale avait redémarré après la récession de 2008-2009. Mais elle a nettement ralenti au cours des six premiers mois de 2012 . La rechute conjoncturelle en zone euro, liée à l'arrêt des plans de relance puis à l'engagement de politiques d'assainissement des finances publiques, a influencé l'ensemble des économies de la planète, pays industrialisés comme zones émergentes. Les problèmes qui grèvent l'économie mondiale sont multiples, liés les uns aux autres, avec des évolutions divergentes selon les régions.

**En occident** tout d'abord, on a constaté au cours de ce premier semestre 2012 l'apparition de signes de ralentissement voire de récession .Le tableau est contrasté, mais dans l'ensemble la reprise reste au point mort en raison des difficultés économiques de nombreux pays et d'une situation dans la zone euro qui inquiète au plus haut point. Avec la situation préoccupante de la zone euro, les économies avancées connaissent globalement une croissance atone, qui devrait atteindre 1,3% cette année contre 1,6% en 2011 et 3% en 2010. Aux États-Unis même si l'économie a progressé sur un rythme nettement plus limité que le trimestre précédent (+0,3% après +0,5%), on relève selon les chiffres officiels publiés en septembre, une situation meilleure que prévu avec une augmentation des dépenses de consommation qui a assuré 70% de la hausse du PIB du printemps. Les bons chiffres du commerce américain ont également contribué à cet apport positif. Les dernières données disponibles laissent présager globalement que l'activité ne devrait pas accentuer son

ralentissement et serait portée par le dynamisme de la demande intérieure, en deuxième partie d'année 2012. Des signes encourageants pour l'économie américaine, mais des perspectives qui restent profondément dépendantes des mesures qui seront prises au lendemain des prochaines élections pour réduire les déficits publics, qualifiés de « précipice budgétaire » par le FMI.

**La zone euro** apparaît comme la plus affectée par la crise de ces quatre dernières années. L'évolution de la richesse créée par habitant y est négative, avec un recul de 5,3 % depuis le pic cyclique du début de 2008. Le PIB lui même n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise et le chômage s'est accru de 2,2 points. La zone euro est doublement affectée par les difficultés budgétaires, car à la défiance des marchés vis-à-vis des pays en difficulté s'ajoute la menace d'un éclatement de la zone, aux conséquences incommensurables. La Banque centrale européenne semble être parvenue à désamorcer ces deux bombes en annonçant au mois de septembre un plan d'achats non limités de titres obligataires publics (Outright monetary transactions). Si les craintes de la sanction suprême, celles d'un éclatement de la zone, sont atténuées, les difficultés demeurent car la stratégie macroéconomique de la zone euro n'a pas changé. L'orientation de la politique budgétaire reste restrictive en 2012, puisque les impulsions négatives devraient atteindre respectivement à 1,5 et 1,2 point de PIB. Ainsi, tous les efforts conduits pour améliorer la gouvernance européenne ne doivent pas occulter la réalité d'un renforcement de la consolidation budgétaire qui, dans chaque pays, freine la demande et au final débouche sur une seconde récession en moins de quatre ans. La situation de certains pays, avec des pertes de production par habitant, depuis le pic du début 2008, qui dépassent d'ores et déjà 5 % (l'Espagne) ou s'approchent des 10 % (l'Italie), va donc s'aggraver, avec de nouvelles hausses du chômage, qui risquent de prendre un tour dramatique.

**Dans les économies émergentes et du sud**, en revanche, l'activité a continué de progresser même si la dynamique de la croissance a ralenti, en particulier au Brésil, en Chine et en Inde. Cela tient à la fois au contrecoup de la crise européenne, à la faible croissance américaine et à la nette décélération de la demande intérieure dans ces pays, du fait des resserrements des politiques économiques mises en place en 2011. Ces pays devraient toutefois continuer à stimuler l'économie mondiale. Les pays émergents et du sud ne sortent pas indemnes de cet environnement perturbé par les crises budgétaires dans les pays occidentaux riches. Le mode de développement sur lequel s'appuie la croissance des zones émergentes et des pays du sud, axé sur la conquête de marchés extérieurs et les exportations, leur fait subir de plein fouet les restrictions conduites dans les pays industrialisés, notamment dans la zone euro. Tous sont touchés, tant les pays fournisseurs de matières premières par la chute du prix des produits de base, que les pays exportateurs de biens manufacturés qui pâtissent de la dégradation de la demande intérieure de leurs clients. Les seuls à échapper au marasme sont les pays d'Asie qui semblent être parvenus à équilibrer leur croissance

en développant leur demande intérieure . Ils apparaissent aujourd'hui mieux protégés des effets des chocs extérieurs.

**Une grande partie du Sud et d'Amérique centrale, ainsi que le Mexique**, au premier semestre 2012, a des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) similaires ou légèrement inférieurs à ceux de 2011, grâce à l'expansion de la consommation et moindre mesure, de l'investissement. Cependant, l'Argentine et le Brésil, dont le PIB pondéré pèse à l'intérieur de la région, auront une croissance plus faible que le reste, 2,0% et 1,6% respectivement, ce qui explique l'essentiel de la réduction croissance . Le Brésil a connu un plus fort ralentissement que d'autres pays au cours de la dernière moitié de 2011 et seulement au début de la seconde moitié de 2012 on a commencé à remarquer des signes de reprise. En Argentine, la baisse a été plus marquée au cours de la première moitié de 2012. Selon les estimations de la CEPALC , la croissance en 2012 sera de Panama, avec un PIB de 9,5%, suivie d'Haïti (6,0%) et le Pérou (5,9%). La Bolivie, le Chili, le Costa Rica, le Nicaragua et le Venezuela va croître de 5,0% cette année, tandis que le Mexique sera à 4,0%. Le Paraguay est le seul pays à connaître une contraction de -2,0%, pour les facteurs climatiques exceptionnelles qui ont détruit une partie de sa production de soja, principal produit d'exportation. La sous-région, des Caraïbes a eu une croissance de 1,6%, 4,4% Amérique centrale et Amérique du Sud 2,8%. La contraction de la demande globale dans les pays développés, le ralentissement en Chine, a affecté les exportations régionales vers les États-Unis, l'Asie et l'Union européenne au cours du deuxième trimestre de 2012. Cela a également entraîné une baisse générale dans la première moitié des prix des produits de base exportés par la région, principalement des minéraux et de la nourriture. En conséquence, les termes de l'échange se sont détériorées dans la plupart des pays. L'investissement a été particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs.

**Si la France échappe pour l'heure à la récession**, l'activité stagne depuis maintenant trois trimestres. Le PIB de la France est stable (0,0%) au deuxième trimestre 2012. Le moteur traditionnel de la croissance française, à savoir la consommation, reste morose et connaît sur le 2e trimestre un léger recul (-0,2% après +0,2% au trimestre précédent). La baisse se ressent notamment dans les achats de textile-cuir (-5,3% après +0,3%), la consommation alimentaire (-1,3% après +0,8%), les dépenses en services dans l'hébergement et la restauration (-1,9% après -0,2%). Les causes en sont multiples : hausse du taux de chômage, assainissement des comptes de la Nation par un renforcement de la fiscalité, assèchement de l'octroi de crédits...Pour ce deuxième trimestre, les seules bonnes surprises pour le PIB sont venues de l'investissement des entreprises (+ 0,7 %) et de la variation des stocks (+0,3%). Notons cependant que ces deux moteurs ont été alimentés avant tout par des facteurs exceptionnels.Enfin dans le même temps, le solde du commerce extérieur apporte une contribution négative au PIB. Les exportations françaises continuent d'être peu dynamiques (+0,2% après +0,1% au premier trimestre). Quant aux

importations, elles ont nettement progressé (+1,8% après +0,6%). Sur les six premiers mois de l'année, le commerce extérieur français a souffert de l'atonie de l'économie mondiale, avec un coup de frein à la croissance des exportations (+1,4% après + 4,3% au deuxième semestre 2011). Ce ralentissement s'explique surtout par un recul des ventes des produits agricoles (-12,4% contre +1,6%). En revanche, sur ce premier semestre, les exportations bénéficient toujours des performances exceptionnelles des ventes aéronautiques et spatiales (+9,7%, après +9,1%).

## **Que s'est il passé en Guadeloupe au cours de ce premier semestre ?**

La situation économique continue d'être inquiétante avec le maintien des déséquilibres traditionnels . L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculée par l'IEDOM, qui avait bien commencé l'année s'est retourné brutalement au deuxième trimestre . L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit, rompant avec la tendance haussière de ces six derniers mois. Il demeure très légèrement au dessus de son niveau moyen de longue période. Cette diminution s'explique par l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. L'activité, en particulier, est jugée atone et la trésorerie se dégrade.

L'activité s'essouffle dans la plupart des secteurs : les entreprises du commerce pâtissent du manque de vigueur de la consommation et les secteurs clés du tourisme et du BTP sont moroses. Cette évolution s'accompagne d'une détérioration de la trésorerie des entreprises et d'un alourdissement de leurs charges d'exploitation, alors que les délais de paiement de la clientèle se sont allongés. Le secteur primaire enregistre une hausse significative des exportations de produits agricoles (+25,7 %), en lien avec la reprise des exportations de melons. En revanche, l'activité du secteur de l'agroalimentaire diminue, impactée par le tassement de la demande intérieure. Les exportations de produits alimentaires progressent cependant de 22,0 % sur le trimestre (données CVS). L'activité du secteur industriel (hors industries alimentaires) est moins bien orientée. La plupart des soldes de gestion (trésorerie, charges, prix, investissement) se détériorent . Dans le bâtiment et les travaux publics, l'activité se réduit selon les chefs d'entreprise. La consommation de ciment diminue de 4,3 % (données CVS) après deux trimestres consécutifs de hausse. Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs enregistre également une forte baisse (- 53,5 % sur le semestre, CVS). Par ailleurs, les effectifs du secteur, enregistrés par la caisse des congés payés du BTP, se contractent significativement (- 10,7 % entre mars et juin, -14,2 % en glissement annuel). Après un premier trimestre bien orienté, le courant d'affaires des chefs d'entreprise du secteur du commerce est en diminution . La branche du commerce automobile accuse notamment un repli des ventes de véhicules neufs de 9,9 % sur le trimestre (-9,6 %

en glissement annuel). Dans le secteur du tourisme, le deuxième trimestre qui caractérise la fin de la haute saison touristique voit l'activité des professionnels diminuer plus nettement que prévu. Pour la première fois depuis fin 2009, le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport est en recul de 6,7 % sur le trimestre (et -2,7 % sur un an, CVS). La fréquentation hôtelière enregistre un nouveau tassement. Le nombre de nuitées recule de 3 % par rapport à la même période de l'an dernier. En revanche, la saison des croisières qui s'est achevée en avril affiche de bons résultats. Au total, 152 000 croisiéristes ont été recensés au cours de cette saison, soit près de 2 fois plus que la saison précédente (+94 %). Plus généralement, tous secteurs confondus, l'allongement des délais de paiement affecte la trésorerie des entreprises et fragilise leur situation financière. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente de 1,2 % par rapport au trimestre précédent. Les incidents de paiement sur effet, moins nombreux qu'au trimestre précédent portent cependant sur des montants plus élevés (+49,5 %).

La consommation des ménages marque le pas. Les dirigeants du secteur du commerce font état d'une baisse d'activité et les immatriculations de véhicules neufs reculent de 9,9 % sur trois mois. Les importations de produits alimentaires affichent pour leur part une baisse de 4,4 % sur le trimestre (données CVS) En revanche, les importations de produits courants (+1,8 %, données CVS) et celles de biens d'équipement du foyer (+6,7 %) progressent mais à un rythme moins important qu'au trimestre précédent. Le tassement des encours de crédit à la consommation des ménages (+2,2 % à fin juin contre +2,6 % au trimestre précédent) illustre également le ralentissement de la demande. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement a progressé de 29,4 % sur le trimestre affichant son niveau le plus élevé depuis un an. Le nombre de personnes en interdiction bancaire progresse de 0,2 % après avoir reculé de 1,3 % à fin mars.

Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, l'investissement des entreprises est en baisse sensible ce semestre. Les importations de biens intermédiaires se réduisent de 6,9 % (données CVS), retrouvant leur niveau du début d'année, et celles de biens d'équipement reculent de 9,1 %. Les intentions d'investissement des chefs d'entreprise sont en diminution.

Les importations et les exportations sont en baisse. Après avoir connu un redressement au premier trimestre, les importations diminuent de 4,2 % (données CVS). Cette évolution provient du recul des importations de produits alimentaires (-7,1 % CVS) et des biens à destination des professionnels. Parallèlement, les exportations chutent de 19,5 % (CVS) en raison de moindres réexportations (en valeur) de produits pétroliers sur la période.

L'indice des prix à la consommation augmente légèrement sur le semestre (+0,86 %). Les deux principaux postes qui contribuent à cette évolution sont l'alimentation

(+1,5 %), essentiellement les produits frais (+5,1 %), et les produits manufacturés (+0,7 %). Les prix de l'énergie et des services enregistrent en revanche une baisse respective de 0,4 % et 0,5 %. En glissement annuel, la hausse de l'indice des prix atteint 2,2 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi poursuit sa progression pour s'établir à 57 760 à fin juin 2012. Sur un an, le rythme de progression (+3,2 %) . En parallèle, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminuent de 9,3 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est plus marquée pour les offres d'emploi durables (6 mois ou plus : -20,3 %) que pour les offres d'emploi temporaires (moins de 6 mois : -3,8 %).

**Les six derniers mois de l'année 2012** ne vont rien changer à la dynamique actuelle dont l'intensité est aussi la conséquence de l'essoufflement accéléré du modèle économique colonial/départemental fondé sur la consommation de produits importés et sur une mécanique d'augmentation de la demande financée exclusivement par des emprunts dont le volume ne cesse de croître .

**POUR LE COMITÉ DE RÉDACTION DES NOTES DE CONJONCTURE**  
**Romuald Myriam**

#### Les comptes économiques des DOM passent en Base 2005

Les comptes économiques des DOM sont désormais élaborés, comme au niveau national, en Base 2005, alors qu'ils étaient publiés jusqu'alors en Base 95. Ce changement de base a été l'occasion d'introduire de nombreuses améliorations dans la mesure de l'action sociale, des activités des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), des échanges extérieurs... Les nomenclatures des produits et branches ont également été revues. Par ailleurs, pour la Guadeloupe, ceci s'est accompagné d'un changement de géographie, les îles de Saint Martin et Saint Barthélemy étant désormais exclues. Pour ces raisons, les données publiées ici ne sont pas directement comparables avec celles diffusées les années précédentes. Par ailleurs, la dépense des touristes dans le département est désormais comptabilisée au sein des exportations. **SOURCE INSEE** .